



*Lettre ouverte au ministre de la santé,
Aux décideurs publics, à l'administration
À la population*

La fin d'année approche, la période des vœux aussi.

Surtout, restez en bonne santé !!!

L'Ademat-h reste en état de veille permanente et les nouvelles sont alarmantes, malgré la visite récente du ministre de la santé qui s'est voulu rassurant dans le discours sans rien annoncer de concret.

Nous l'avons alerté dans un courrier précis et documenté. Nous attendons non seulement des réponses mais aussi des actes. C'est le message que nous lui avons fait passer.

Reste qu'en cette fin d'année, la situation des urgences à Remiremont et plus globalement dans le Vosges, est devenue intenable.

Nous ne sommes pas certains qu'elle soit réellement prise en compte.

Les motions, les alertes, les courriers des personnels concernés ne semblent pas émouvoir outre mesure.

Savez-vous que les urgences vont fonctionner à Remiremont en mode très dégradé à partir du 1^{er} janvier. Elles seront fermées la nuit (peut-être bientôt aussi le week-end), parce qu'il n'y a plus assez de médecins sur tout le département pour assurer les gardes. Lors de la première fermeture de nuit courant novembre des malades ont attendu jusqu'à 16 h ou 18 h sur un brancard à Épinal... pour finalement être renvoyés à Remiremont. Les habitants des vallées sont-ils condamnés à renoncer aux soins ou à être exposés à des pertes de chances ? Il y a un vrai risque de mise en danger de la vie d'autrui. Et la recherche des responsabilités pourrait ouvrir un marché aux amateurs de contentieux et impliquer demain les ambulanciers dont les temps de transport vont s'allonger au même titre que le personnel hospitalier en manque de renfort et dans l'impossibilité d'assurer dignement l'accueil.

A l'Ademat-h nous ne pouvons pas nous taire. Ça suffit ! Nous considérons que la population doit réagir et donc être informée d'une situation qui la concerne au premier chef.

Il faut maintenant et rapidement des actes, pour mettre un terme à cette spirale infernale !

La direction doit engager une véritable politique de recrutement et exiger du CHU de pouvoir être doté d'internes de spécialités, comme dans les autres hôpitaux vosgiens.

Les frontières administratives doivent sauter. Comment justifier qu'un médecin urgentiste de Remiremont soit obligé de laisser son service pour se déplacer à Fougerolles afin d'y récupérer un malade ou un accidenté transporté là par un hélicoptère franc-comtois qui n'est pas autorisé à venir atterrir à Remiremont ? Comment justifier que les personnels hospitaliers du public continuent à être maltraités tandis qu'on veille au confort des libéraux et des cliniques privés non soumis à l'obligation de la permanence des soins ?

Les leçons n'ont pas été tirées de la pandémie et le plan de regroupement des hôpitaux est toujours là qui déplace les problèmes plutôt que de les résoudre.

Plus le service public est dégradé, plus l'hôpital est critiqué, plus le fonctionnement des services est dégradé, moins l'hôpital public remplit sa fonction. Une protection sociale dégradée, c'est aussi un accès aux soins dégradé.

Le fonctionnement des urgences hospitalières en mode dégradé, c'est tout le territoire qui est abandonné, la ruralité condamnée et plus de mortalité assurée !

Parce que les beaux discours et les bonnes intentions ne suffisent pas, nous appelons la population, les élus, les professionnels de santé à se rassembler le vendredi 22 décembre à 17 h 30 devant l'hôpital de Remiremont, pour manifester un soutien massif à l'hôpital public, à tous ses services et à ses personnels malmenés et exiger des actes de la part de la puissance publique.

Nous demandons à madame la préfète des Vosges et à la directrice régionale de l'ARS de prendre toutes les mesures que la crise exige, faute de quoi elles s'exposent à des poursuites judiciaires pour mise en danger de la santé d'autrui, que ce soit lors du transport des personnes malades ou accidentées ou lors de leur accueil dans des établissements défectueux, faute de personnels et de lits, qui plus est en période hivernale, de risques épidémiques et d'accidentologie liée à la fréquentation touristique de la montagne.

Nous interrogeons la responsabilité de la direction de l'ARS qui depuis plusieurs années a considérablement développé les moyens de l'administration au détriment des personnels du soin.

Nous interrogeons la stratégie d'un directeur qui s'est engagé à ne pas fermer les hôpitaux, à développer leur complémentarité, à mutualiser des fonctions ressources, pour finalement proposer à nouveau une fusion qui masquera plus facilement la désintégration en cours des hôpitaux de territoires, la fermeture des lits puis de services dont la néonatalogie, voire demain à nouveau de la maternité.

Nous interrogeons la capacité de l'action des responsables politiques derrière les beaux discours, quand jour après jour, nous constatons toujours plus d'abandon du service public en général, du service de santé public et des services publics à la population en particulier.

Pour que notre territoire et notre hôpital continuent à vivre, l'Ademat-h lance cet appel à la responsabilité de tous et de chacun. Elle demande des engagements forts en urgence.

A défaut, l'inaction des uns et des autres sera publiquement dénoncée lors de la manifestation du 22 décembre.

Prendre soin, c'est une responsabilité qui engage et dont les décideurs doivent pouvoir rendre compte.